

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME - ÎLE-DE-FRANCE N° 735



François Schnel/Flickr-CC

PRÉVENTION-SÉCURITÉ

Décembre 2016 • www.lau-ldf.fr

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ 2015 : CHÔMAGE ET PAUVRETÉ ENCORE EN TÊTE DES PRÉOCCUPATIONS

L'ENQUÊTE VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE PERMET DE CARACTÉRISER ET DE SUIVRE L'ÉVOLUTION DES PHÉNOMÈNES D'INSÉCURITÉ SUR LE TERRITOIRE RÉGIONAL. LES DONNÉES DE 2015, RECUEILLIES POURTANT AU LENDEMAIN DU PREMIER ATTENTAT PARISIEN, FONT ÉTAT D'UN SENTIMENT D'INSÉCURITÉ QUI A PEU ÉVOLUÉ. LES FRANCILIENS CONSIDÈRENT TOUJOURS LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETÉ COMME PREMIÈRES MENACES, DEVANT LA DÉLINQUANCE.

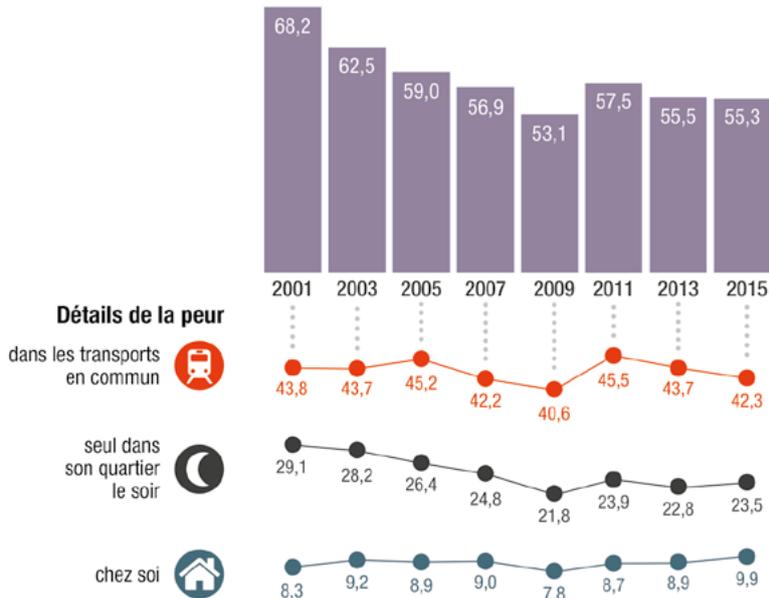
L'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France est financée par le conseil régional et reconduite tous les deux ans depuis 2001 auprès des Franciliens âgés de 15 ans et plus, par téléphone. Elle aborde, plus généralement, les conditions de vie en Île-de-France et s'avère très utile pour établir une base de connaissances solide en la matière. L'enquête se révèle être une source d'informations précieuses sur les questions d'insécurité : victimations subies, descriptions des faits, peurs pour sa sécurité en différents lieux, etc. Ces données servent à mieux comprendre les problématiques régionales et à proposer des réponses adaptées.

D'autres informations sont récoltées, comme les opinions de la population à propos de sujets plus ou moins liés aux questions de sécurité. La délinquance y est notamment appréhendée comme un problème de société. C'est une notion importante qui se retrouve au fondement de la définition du sentiment d'insécurité, au même titre que les peurs personnelles.

PAS D'EXACERBATION DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DÉBUT 2015

Les chiffres de l'enquête 2015 apportent un éclairage sur le sentiment d'insécurité¹ des habitants et, plus largement, sur leurs attitudes à l'égard des questions de sécurité dans un climat bien spécifique, puisque les Franciliens ont été interrogés entre le 8 janvier et le 13 février 2015, soit au début d'une vague d'attaques terroristes qui a secoué la France. Si les esprits sont marqués par les événements de ce début d'année, le sentiment d'insécurité des Franciliens reste toutefois à un niveau assez proche de celui observé précédemment : 55,5 % en 2013 et 55,3 % en 2015. Plus globalement, les résultats de 2015, mis en regard de ceux des précédentes enquêtes, ne permettent pas de faire état d'une explosion d'attitudes sécuritaires.

Un peu plus d'un Francilien sur deux se sent en insécurité en 2015



Sources : IAU îdF - enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 et 2015

- dans les transports en commun, l'amélioration qui ressort entre 2011 et 2013 se confirme, les Franciliens étant moins enclins à avoir peur d'être agressés ou volés dans ce type d'espaces (42,3 % en 2015, contre 43,7 % en 2013 et 45,5 % en 2011). Reste qu'une baisse était déjà ressortie entre 2005 (45,2 %) et 2009 (40,6 %), suivie par un renversement de tendance entre 2009 et 2011.

UNE PRÉOCCUPATION « SÉCURITÉ » TOUJOURS À LA TROISIÈME PLACE

Le classement des priorités assignées au gouvernement demeure inchangé depuis 2005. Début 2015, la lutte contre le chômage reste en tête, citée par plus d'un Francilien sur deux (55,1 %). La pauvreté conserve la deuxième place, 22,1 % des Franciliens estimant qu'il s'agit du problème le plus important. La lutte contre la délinquance, en dépit d'une actualité fortement dominée par la menace terroriste, se maintient au troisième rang. Et même si les Franciliens ont plus tendance à l'estimer prioritaire (18,4 %, contre 13,7 % en 2013), la hausse reste relative au regard des niveaux atteints en 2001 (39,2 %) et 2003 (27,8 %).

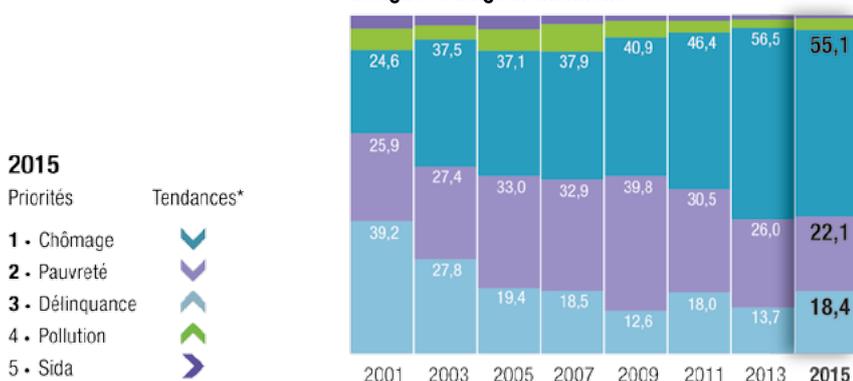
DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES EN FONCTION DU LIEU OÙ S'EXPRIME LA PEUR

En 2015, les Franciliens ne sont pas plus enclins à avoir peur. Tous lieux confondus², le taux de personnes qui y sont sujettes a même légèrement diminué : 49,6 % des enquêtés redoutent pour leur sécurité chez eux, lorsqu'ils sont seuls dans leur quartier le soir ou encore dans les transports en commun, alors qu'ils étaient 51,0 % en 2013. C'est d'ailleurs le deuxième plus bas niveau observé depuis 2001. Pour autant, quand elles sont détaillées, les peurs suivent, pour certaines d'entre elles, des tendances différentes :
 - la peur d'être seul dans son quartier le soir a peu évolué au cours des trois dernières enquêtes et, en 2015, 23,5 % des enquêtés sont concernés. Cette relative stabilité fait suite à une baisse marquée entre 2001 et 2009, année où l'indicateur avait atteint son plus bas niveau (21,8 % contre 29,1 % en 2001) ;

UNE HAUSSE DE LA PRÉOCCUPATION « SÉCURITÉ » ALIMENTÉE PAR L'ACTUALITÉ ?

La préoccupation « sécurité » est le reflet d'une crainte relativement abstraite. Dès lors, le contexte économique, social, politique ou encore médiatique [Pottier, Robert, 2004] peut influencer cet indicateur. Quel poids accorder à la menace terroriste dans la hausse de la préoccupation « sécurité » observée en Île-de-France (18,4 % en 2015 contre 13,7 % en 2013) ? La question paraît légitime, d'autant que dans l'Enquête nationale cadre de vie et sécurité, réalisée par l'Insee et l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), la population a moins tendance qu'auparavant à citer la délinquance comme principal objet de préoccupation (9,7 % en 2015 contre 13,0 % en 2013), et opte en revanche plus pour « le terrorisme et les attentats »³ (17,7 % en 2015 contre 4,0 % en 2013). Selon cette source, « le terrorisme et les attentats » sont ainsi devenus la deuxième source d'inquiétude [Inhesj/ONDRP, 2015], derrière le chômage mais devant la pauvreté et la délinquance.

Chômage et pauvreté restent les priorités assignées au gouvernement



* Tendances par rapport à l'enquête précédente
 Sources : IAU îdF - enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 et 2015

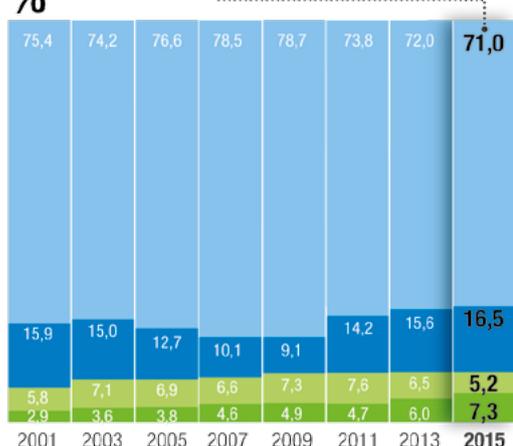
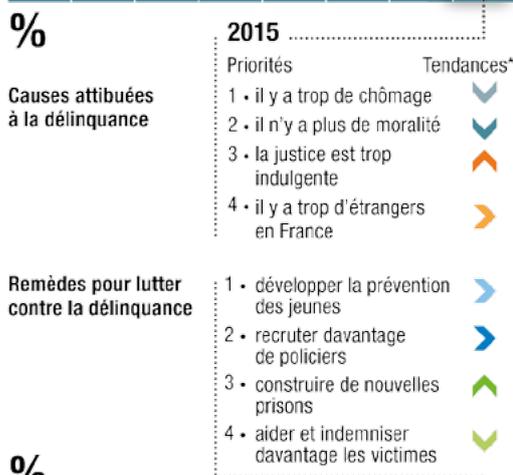
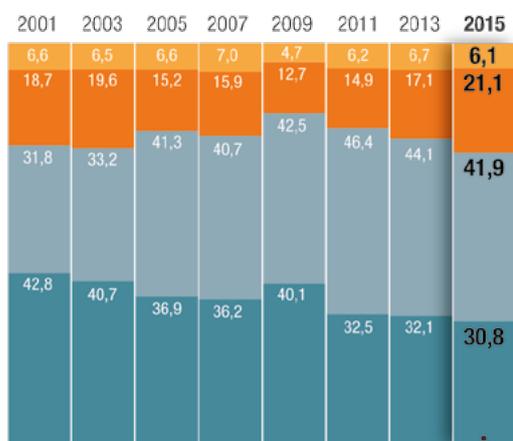
Les choix de réponse proposés dans chacune de ces deux enquêtes diffèrent, en particulier pour ce qui a trait au terrorisme et aux attentats, absents de l'enquête francilienne. Cette divergence pourrait s'expliquer par le fait que des enquêtés ont assimilé la délinquance plus largement aux problèmes d'insécurité, englobant le risque d'attentats. Ces deux sources convergent sur un point. L'ordre d'importance attribuée à la lutte contre la délinquance, le chômage et la pauvreté est le même : le chômage est le plus souvent cité, suivi par la pauvreté et, enfin, la délinquance. C'est d'ailleurs le chômage que la plupart des Franciliens continuent d'identifier comme la

principale cause de délinquance, même si c'est dans une proportion moindre que lors des deux enquêtes précédentes.

Quant aux autres causes attribuées à la délinquance, il ressort que :

- depuis 2009, les Franciliens ont de plus en plus tendance à mentionner une justice jugée trop indulgente ;
- la part de la population citant la présence trop importante d'étrangers sur le territoire fluctue assez peu au fil des enquêtes, restant comprise entre 6,1 % (2015) et 7,0 % (2007), sauf en 2009 où elle est descendue à 4,7 %.

Les causes de la délinquance et les remèdes



* Tendances par rapport à l'enquête précédente

Sources : IAU îdF - enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 et 2015

LA PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES: LE MEILLEUR MOYEN DE LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

Parmi les solutions envisagées pour lutter contre la délinquance, la plus efficace reste de loin, aux yeux des Franciliens, la prévention auprès des jeunes (citée par 71,0 % des enquêtés).

Cependant, une évolution semble se dessiner à partir de 2009 avec un recours à des mesures punitives et répressives en hausse (construire de nouvelles prisons ou recruter davantage de policiers). Pour autant, il n'existe pas de rupture en 2015 : 14,0 % en 2009, 18,9 % en 2011, 21,6 % en 2013 et 23,8 % en 2015.

PAS DE RECRUESCENCE DES OPINIONS PUNITIVES EN 2015

Début 2015, les Franciliens ne se tournent pas spécialement vers un durcissement des sanctions à appliquer. Certes, ils ont légèrement plus tendance qu'en 2013 à se déclarer favorables au retour de la peine de mort (24,6 % contre 21,7 % en 2013), mais déjà en 2001, 2003, 2005 et 2011, les proportions étaient de cet ordre, voire plus élevées.

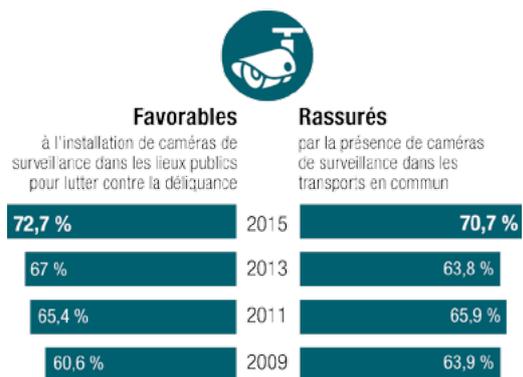
Quant à la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants, la part de la population en accord avec une telle mesure oscille selon les enquêtes entre 36,3 % et 42,9 %, le niveau le plus élevé étant atteint en 2011. En 2015, 39,3 % des Franciliens partagent cet avis.

LA VIDÉOSURVEILLANCE DES LIEUX PUBLICS DE PLUS EN PLUS PLÉBISCITÉE

La vidéosurveillance fait partie des outils techniques pouvant être mobilisés dans le cadre de mesures de prévention ou de répression de la délinquance, ou encore pour rassurer certaines populations. En dépit des débats sur son efficacité [Dumoulin, Douillet, Germain, 2010], les habitants lui accordent leur confiance.

Au fil des enquêtes, de plus en plus de Franciliens se déclarent :

La vidéosurveillance de plus en plus perçue comme un moyen de lutte contre la délinquance



Sources : IAU îdF - enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2009, 2011, 2013 et 2015

MÉTHODOLOGIE

La taille de l'échantillon interrogé à chaque enquête (10 500 personnes) permet de disposer d'indicateurs précis aussi bien pour l'ensemble des Franciliens qu'à l'échelle de territoires infrarégionaux (départements, métropole) ou d'espaces et de populations spécifiques (transports en commun, parc d'habitat social, femmes, jeunes, personnes âgées, etc.).

QU'EST-CE QUE LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ?

Le sentiment d'insécurité dans l'enquête régionale Victimation et sentiment d'insécurité est évalué en combinant d'une part les informations relatives aux peurs personnelles d'être victime, d'autre part ce qui est qualifié de préoccupation « sécurité », soit un indicateur de l'importance accordée à la lutte contre la délinquance en tant que problème social [Furstenberg, 1971]. Ces deux dimensions, peurs et préoccupations « sécurité », ne sont d'ailleurs pas forcément corrélées, chacune pouvant être alimentée par des facteurs différents. Si la première s'apparente plus à une anticipation du risque (en matière d'atteintes subies, de sentiment de vulnérabilité, etc.), la seconde dépend plus du contexte social, économique et politique [Pottier, Robert, 1997].

- favorables à l'installation de caméras de surveillance dans les lieux publics pour lutter contre la délinquance (72,7 % en 2015, contre 60,6 % en 2009, année où la question leur a été posée pour la première fois) ;
- rassurés en présence de caméras de surveillance (70,7 % en 2015, contre 63,9 % en 2009).

Pour autant, le recours à la vidéosurveillance ne doit pas être l'unique solution envisagée pour rassurer, une partie de la population ne validant pas d'effet positif sur la peur. Parmi les Franciliens sujets à la peur dans les transports en commun, 30,7 % ne se sentent pas plus en sécurité en présence de caméras de surveillance.

Les personnes qui ont peur dans les transports en commun sont en revanche plus enclines à leur attribuer un rôle dans la lutte contre la délinquance sur l'espace public : 82,5 % sont favorables à l'installation de caméras de surveillance dans les lieux publics, contre 65,5 % de celles qui n'ont pas peur. Autre information à retenir à propos de la vidéosurveillance : les personnes se déclarant rassurées par la présence de caméras ne sont pas forcément celles qui sont favorables à son déploiement dans l'espace public, et inversement.

UNE MEILLEURE IMAGE DE LA POLICE

La police a pour rôle de protéger et rassurer les citoyens. Ses missions sont particulièrement mises en avant en période de risque terroriste, comme c'est le cas début janvier 2015.

En Île-de-France, l'image des forces de l'ordre s'est améliorée, en tout cas en matière de respect des victimes. À la question « selon vous, la police ne traite pas mieux les victimes que les délinquants ? », les Franciliens ont moins tendance à adhérer à cette idée : 43,1 % sont de cet avis en 2015, contre 49,2 % en 2003. La baisse est particulièrement significative entre 2011 et 2015 (-4 points).

Recruter davantage de policiers pour lutter contre la délinquance est une solution de plus en plus plébiscitée depuis 2009 (9,1 % en 2009, 14,2 % en 2011, 15,6 % en 2013 et 16,5 % en 2015), signe de la confiance relative que leur accorde la population.

Parallèlement, en 2015, un Francilien sur quatre environ (25,9 %) estime que la présence policière est insuffisante dans son quartier. Cette attente n'est pas nouvelle, 26,8 % des habitants étaient de cet avis en 2003, 23,1 % en 2009 et 30,6 % en 2001.

Les résultats de la prochaine enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France, prévue début 2017, pourront venir enrichir cette analyse. Les attentats de novembre 2015 et août 2016 ciblaient toute la population. Dès lors, la question d'un impact différent sur les attitudes des Franciliens se pose. Accorderont-ils une importance encore accrue à la lutte contre la délinquance ? Auront-ils plus tendance à opter pour des mesures punitives à l'égard des délinquants ? Les indicateurs concernant la police auront-ils évolué ?

Hélène Heurtel, chargée d'études
sous la responsabilité de Sylvie Scherer, directrice de la mission prévention et sécurité

1. L'indicateur, tel qu'il est défini dans l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France depuis 2001, rassemble les personnes sujettes à la préoccupation « sécuritaire » et/ou qui ont peur au domicile, et/ou qui ont peur d'être seules dans leur quartier le soir, et/ou qui ont peur dans le bus, et/ou qui ont peur dans le train, et/ou qui ont peur dans le métro, et/ou qui ont peur dans le RER, et/ou qui ont peur dans le tramway.
2. Qu'il s'agisse de la peur au domicile, et/ou de la peur d'être seul dans son quartier le soir, et/ou de la peur dans le bus, et/ou de la peur dans le train, et/ou de la peur dans le métro, et/ou de la peur dans le RER, et/ou de la peur dans le tramway.
3. Dans l'Enquête nationale cadre de vie et sécurité, la liste des sujets de préoccupation est différente de celle proposée dans l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France.

Extrait du questionnaire de l'Enquête nationale cadre de vie et sécurité de 2013 :

QG1 De la liste des problèmes suivants, quels sont d'après vous les trois les plus préoccupants dans la société française actuelle ?

1. La santé (alimentation, sida, grippe et autres épidémies, etc.).
2. L'environnement (pollution de l'air, des sols, qualité de l'eau, etc.).
3. Le terrorisme, les attentats.
4. Le chômage, la précarité de l'emploi.
5. La délinquance.
6. La pauvreté.
7. La sécurité routière.
8. Le racisme, la discrimination.

QG1b Quel est le plus préoccupant ?

Extrait du questionnaire de l'Enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France :

La société française est confrontée à de nombreux problèmes. Selon vous, parmi les problèmes suivants, quel est celui dont le gouvernement doit s'occuper en priorité à l'heure actuelle ?

1. La délinquance.
2. Le chômage.
3. La pauvreté.
4. Le sida.
5. La pollution.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

RÉDACTION EN CHEF

Isabelle Barazza

MAQUETTE

Olivier Cransac

INFOGRAPHIE - CARTOGRAPHIE

Laurie Gobled

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Claire Galopin, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@iau-idf.fr

IAU Île-de-France

15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

ISSN 1967-2144

ISSN ressource en ligne
2267-4071



RESSOURCES

- Dumoulin Laurence, Germain Séverine, Douillet Anne-Cécile, « Une petite entreprise qui ne connaît pas la crise. Le succès de la vidéosurveillance au regard de la littérature internationale », *Champ pénal*, vol. VII, 2010. <https://champpenal.revues.org/7931>
- Furstenberg Franck F. Jr, « Public Reactions to Crime in the Streets », *The American Scholar*, n° 40, pp.601-610, Autumn 1971.
- Heurtel Hélène, Sylla Aboubacar, « Enquête victimation et sentiment d'insécurité : les spécificités de genre », *Note rapide*, n° 722, IAU îdF, juin 2016.
- Heurtel Hélène, Carrere Marie, *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France. Rapport final de l'enquête de 2013*, IAU îdF, septembre 2014.
- Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (Inhesj)/Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), « La victimation en 2014 et les perceptions en matière de sécurité », *La criminalité en France*, rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, novembre 2015.
- Malochet Virginie, « Sécurité : le rôle des acteurs locaux sur fond d'état d'urgence », *Note rapide*, n° 725, IAU îdF, septembre 2016.
- Robert Philippe, Pottier Marie-Lise, « Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? », *Revue française de sociologie*, vol. 45, 2004/2, pp. 211-241.
- Robert Philippe, Pottier Marie-Lise, « "On ne se sent plus en sécurité". Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies », *Revue française de science politique*, vol. 47 n° 6, pp.707-740, 1997.

Sur le site de l'IAU îdF

Rubrique Prévention et sécurité : analyses, débats, rencontres, publications en partenariat. <http://bit.ly/2gkfe28>

